

Les Togolais sont majoritairement pour une sortie du franc CFA

Dépêche No. 276, Afrobaromètre | Hervé Akinochi

Résumé

Le franc des colonies françaises d'Afrique, ou franc CFA, a été créé par la France en décembre 1945 et est devenu lors des indépendances de 1960 le franc de la Communauté Financière Africaine pour les pays de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) et le franc de la Coopération Financière en Afrique Centrale pour les pays membres de l'Union Monétaire de l'Afrique Centrale (UMAC) (BCEAO, 2018; Petteng, 2016). Si la monnaie est commune, avec une parité fixe avec l'euro (1 euro = 655,957 francs CFA), elle n'est pas pour autant échangeable entre les deux zones et ceci depuis les décisions des deux banques centrales de ne plus racheter les billets exportés dans l'autre zone en 1993 (BCEAO, 2018; Abakar & Ahmat, 2016).

Comme un serpent de mer, le débat sur le maintien du franc CFA ressurgit périodiquement, soit lancé par une crise (la dévaluation du franc CFA en 1994), soit par les activistes et certains intellectuels africains, et même certains hommes politiques de premier rang tel que le Président Idriss Déby Itno du Tchad, qui appelle à se débarrasser du franc CFA (Dieng, 2015). Mais la particularité de la dernière résurgence de ce débat vient du fait qu'il a été lancé par les autorités italiennes, qui subissent de plein fouet les affres de la crise migration. Cela a permis pour la première fois de mettre en lumière ce sujet en Europe et a quasiment engendré une crise diplomatique entre la France et l'Italie, car des officiels du gouvernement italien accusaient la France d'appauvrir l'Afrique francophone, ce qui engendrerait l'immigration clandestine (Euronews, 2019; BBC, 2019; Licourt, 2019).

Les personnes qui s'attaquent ouvertement à cette question en subissent les conséquences. Ainsi, les anciens présidents togolais (Sylvanus Olympio), ivoirien (Laurent Gbagbo), et libyen (Moammar Gadhafi) en auraient fait les frais, deux se faisant assassiner et le troisième se retrouvant devant la Cour Pénale Internationale (Tété, 2017; Fofana, 2018; Attisso, 2017; Jocegaly, 2014). On peut également rappeler les déboires de l'activiste français d'origine béninoise Kemi Seba, expulsé du Sénégal en septembre 2017, ou encore ceux de l'ancien ministre togolais Kako Nubukpo, qui a été remercié de son poste de directeur de la Francophonie Economique et Numérique la même année (Ba, 2017; Jeune Afrique, 2017; De Filippis & Malagardis, 2017).

Si des intellectuels ou des activistes poussent pour que les lignes bougent sur cette question, il faut dire également que des initiatives politiques sont prises pour sortir du franc CFA. Le débat sur la monnaie de la CEDEAO, qui est en cours depuis les années '80, semble connaître une accélération avec la mise en place d'une « task force » pour une sortie à l'horizon 2020 (Meta TV, 2017; Dossou, 2018), même si une majorité de chefs d'état continuent à accorder leur soutien au franc CFA (Viallet, 2018).

Les résultats de l'enquête la plus récente d'Afrobaromètre au Togo révèlent que contrairement à leurs dirigeants, une majorité des Togolais sont pour une sortie du franc CFA. Le choix des Togolais sur cette question dépend de leurs perceptions des conditions économiques actuelles du pays et de leurs propres conditions de vie.

L'enquête Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non-partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes en Afrique. Sept séries d'enquêtes ont été conduites dans jusqu'à 37 pays africains entre 1999 et 2018. Afrobaromètre réalise des entretiens face-à-face dans la langue choisie par le répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobaromètre au Togo, dirigé par Center for Research and Opinion Polls (CROP), a interviewé 1.200 adultes togolais en novembre 2017. Un échantillon de cette taille donne des résultats au niveau pays avec une marge d'erreur de +/- 3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été menées au Togo en 2012 et 2014.

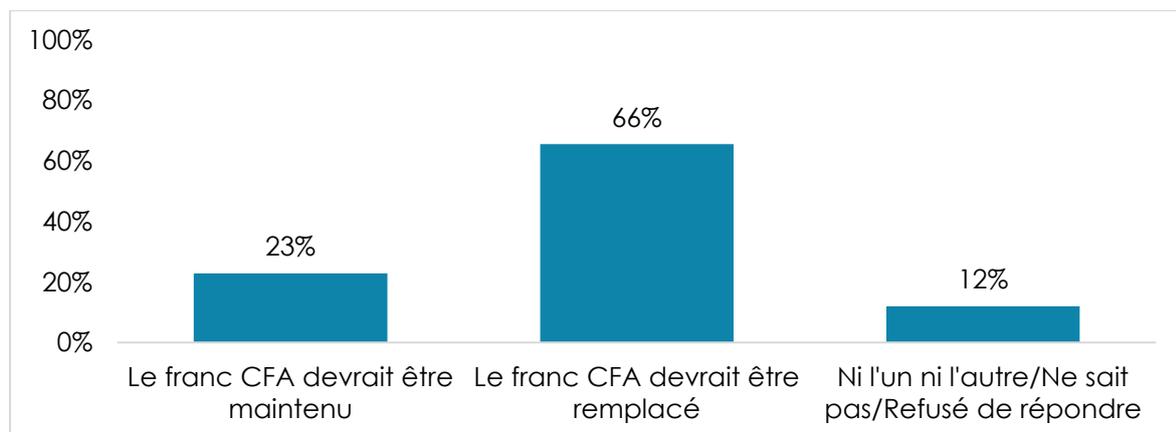
Résultats clés

- Deux Togolais sur trois (66%) pensent que le franc CFA profite plus à la France qu'aux pays membres de la zone franc comme le Togo et qu'il devrait être remplacé.
- Les Togolais les plus riches et les plus éduqués, les citadins, et les hommes sont les plus enclins à choisir une sortie du franc CFA.
- Plus les Togolais perçoivent que le pays va dans une mauvaise direction ou que la situation économique actuelle du pays ou encore que leurs propres conditions de vie sont mauvaises, plus ils sont pour que leur pays se retire du franc CFA.

Les Togolais pour une sortie du franc CFA

Deux Togolais sur trois (66%) affirment que le franc CFA profite plus à la France qu'aux pays membres de la zone franc comme le Togo et que ce dernier devrait être remplacé (Figure 1). Une majorité (54%) se déclarent même « tout à fait » d'accord avec cette proposition. A contrario, moins d'un Togolais sur quatre (23%) quant à eux déclarent que cette monnaie est un instrument de développement pour un pays comme le Togo et devrait être maintenu.

Figure 1: Maintien ou non du franc CFA | Togo | 2017



Question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

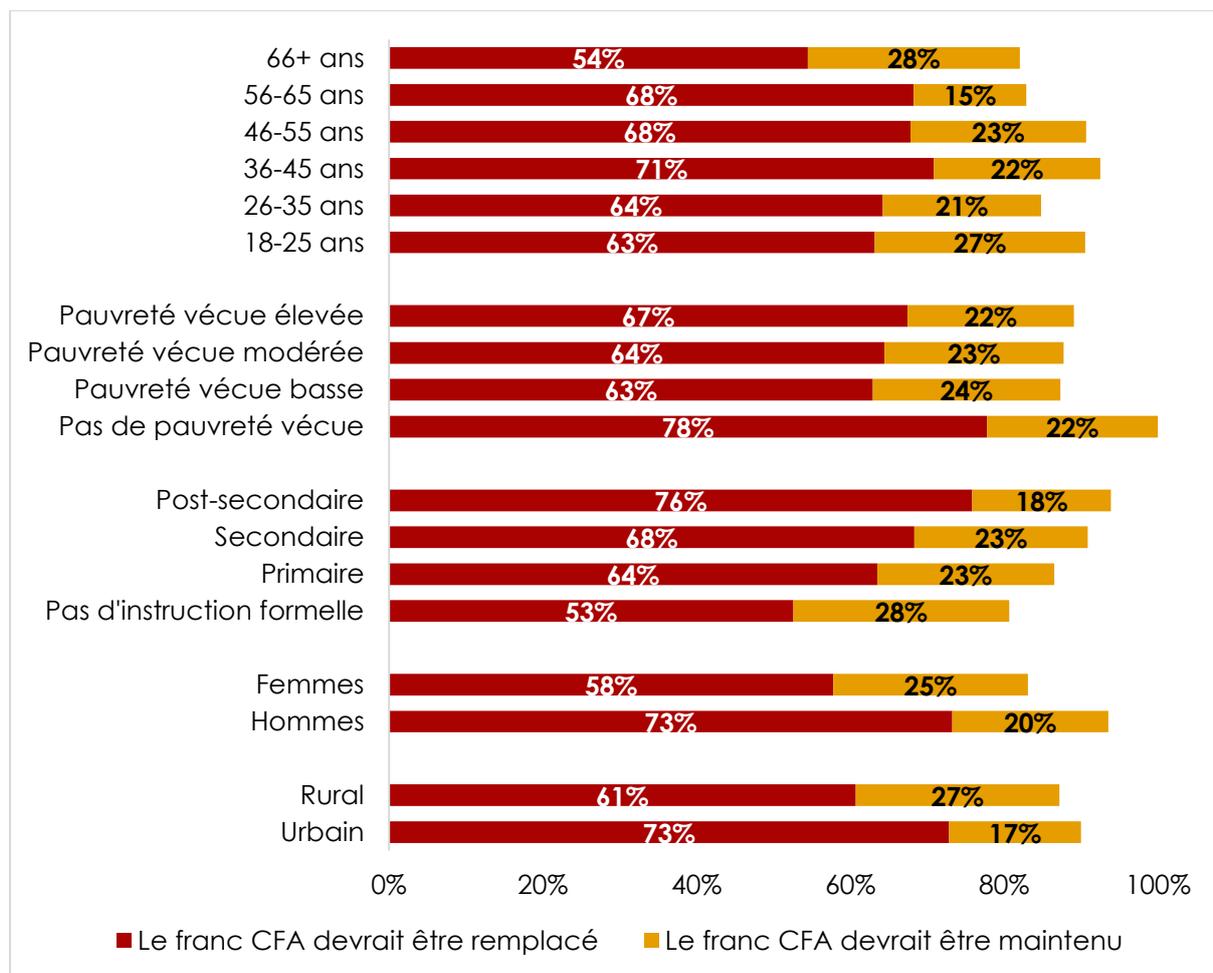
Affirmation 1: Le franc CFA est un instrument de développement pour un pays comme le Togo et devrait être maintenu.

Affirmation 2: Le franc CFA profite plus à la France plutôt qu'aux pays membres de la zone franc comme le Togo et devrait être remplacé.

(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Le soutien pour le remplacement du franc CFA est plus masculin (73% contre 58% chez les femmes) et urbain (73% contre 61% au milieu rural). Il est également plus prééminent chez les personnes les plus riches (78%) et chez les 36-65 ans (68%-71%). Enfin, le soutien au retrait du Togo de la zone franc augmente avec le niveau d'éducation, passant de 53% pour les sans éducation formelle à 76% pour les Togolais avec une éducation post-secondaire (Figure 2). Si cet avis n'est pas uniformément partagé, il reste majoritaire auprès de toutes les couches socio-démographiques des Togolais explorées ici.

Figure 2: Maintien ou non du franc CFA | par groupe socio-démographique | Togo | 2017



Question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

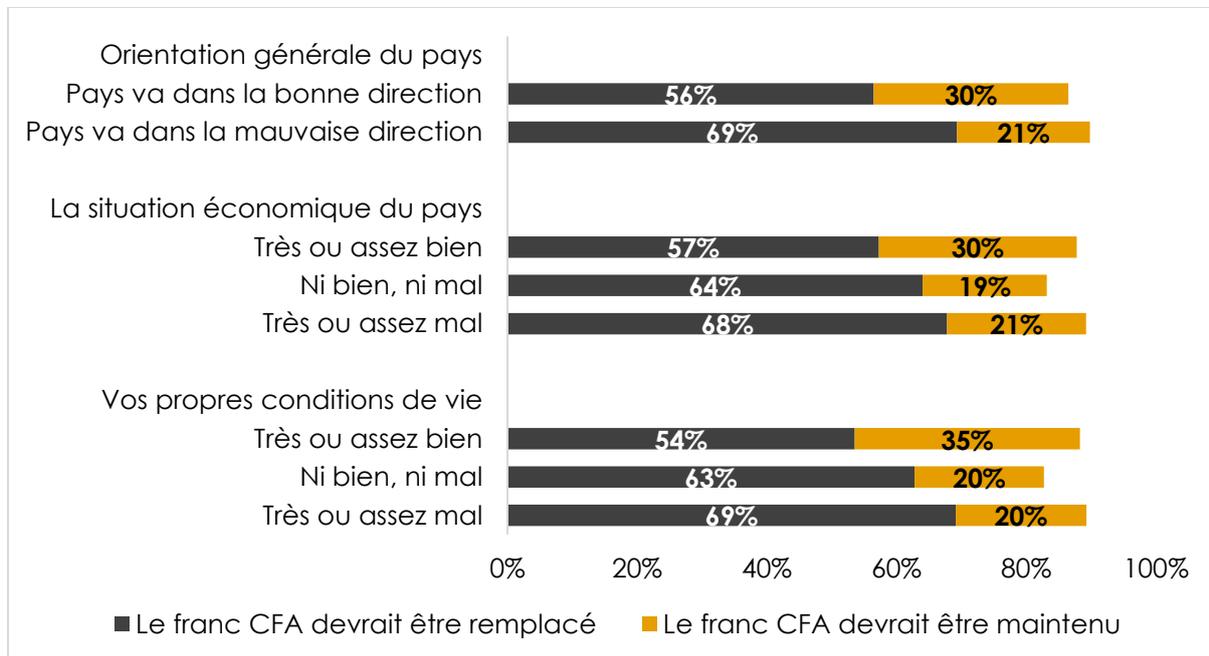
Affirmation 1: Le franc CFA est un instrument de développement pour un pays comme le Togo et devrait être maintenu.

Affirmation 2: Le franc CFA profite plus à la France plutôt qu'aux pays membres de la zone franc comme le Togo et devrait être remplacé.

(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Le franc CFA étant d'abord un instrument économique, il s'avère important de voir si les perceptions des conditions économiques du pays influent l'avis des Togolais. Il est fort de constater que plus les Togolais perçoivent que le pays va dans « la mauvaise direction » et que la situation économique du pays ainsi que leurs propres conditions de vie sont « mal » ou « très mal », plus ils soutiennent que le franc CFA doit être remplacé (Figure 3).

Figure 3: Maintien ou non du franc CFA | par évaluation des conditions économiques | Togo | 2017



Questions posées aux répondants:

De manière générale, comment décririez-vous: La situation économique actuelle du pays?

Vos conditions de vie actuelles?

Diriez-vous que le pays va dans la mauvaise ou la bonne direction?

(La figure montre les proportions de ceux qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » que le CFA devrait être remplacé, désagrégé par réponses aux questions sur les conditions économiques et la direction générale du pays)

Conclusion

Une majorité de Togolais pensent que le franc CFA sert plus à la France qu'à des pays comme le Togo et pour cela, il préconise son abandon. Ce choix est largement partagé par toutes les couches de la population et notamment les plus riches et les plus éduqués.

Plus les Togolais perçoivent les conditions économiques du pays ou leurs conditions de vie comme mauvaises, plus ils sont enclins à soutenir une sortie du franc CFA.

Au vu des débats sur le franc CFA qui agitent depuis plusieurs années l'espace public africain et de la volonté des citoyens de s'affranchir de cette monnaie, il s'avère plus qu'important que la volonté des états d'Afrique de l'Ouest d'aller vers une monnaie commune de la CEDEAO se concrétisent et permettent aux populations de fermer un pan de leur histoire.

Pour sonder vous-mêmes ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- Abakar, M., & Ahmat, A. (2016). UEMOA et CEMAC convergences et divergences. Financial Afrik. 29 mars. <https://www.financialafrik.com/2016/03/29/uemoa-et-cemac-convergences-et-divergences/>.
- Attisso, J. B. (2017). Le franc Cfa serait à l'origine de la mort de Kadhafi, selon Hilary Clinton. <https://www.corpsdiplomatictogo.com/corpsdiplomatictogo/index.php/actu-news/politique/694-le-franc-cfa-serait-a-l-origine-de-la-mort-de-kadhafi-selon-hilary-clinton>.
- Ba, M. (2017). Le franc CFA: Kemi Seba, l'incendiaire. <https://www.jeuneafrique.com/mag/471143/politique/franc-cfa-kemi-seba-lincendiaire/>.
- BBC. (2019). La France convoque l'ambassadeur de l'Italie à Paris. <https://www.bbc.com/afrique/region-46957866>.
- BCEAO. (2018). Histoire du franc CFA. <http://www.bceao.int/fr/content/histoire-du-franc-cfa>.
- De Filippis, V., & Malagardis, M. (2017). Franc CFA: Un débat, des dégâts. https://www.liberation.fr/planete/2017/12/25/franc-cfa-un-debat-des-degats_1618848.
- Dieng, C. (2015). Idriss Déby appelle les pays africains à se débarrasser du franc CFA. <https://www.afrik.com/idriss-deby-appelle-les-pays-africains-a-se-debarrasser-du-franc-cfa>.
- Dossou, M. (2018). Monnaie unique de la CEDEAO: Ce qui a été décidé par les chefs d'état. <https://beninwebtv.com/2018/02/monnaie-unique-de-cedeao-a-ete-decide-chefs-detat/>.
- Euronews. (2019). France-Italie-Afrique: Les mots qui fâchent. <http://fr.euronews.com/2019/01/22/france-italie-afrique-les-mots-qui-fachent>.
- Fofana, K. (2018). « Je m'apprêtais à sortir du CFA »: Gbagbo n'a pas dit la vérité, il soutenait le CFA même pendant la campagne électorale. <http://www.ivoiresoir.net/je-mappretais-a-sortir-du-cfa-gbagbo-na-pas-dit-la-verite-il-soutenait-le-cfa-meme-pendant-la-campagne-electorale/>.
- Jeune Afrique. (2017). Francophonie: Kako Nubukpo et le franc CFA, la goutte de trop? <https://www.jeuneafrique.com/500760/politique/francophonie-kako-nubukpo-et-le-franc-cfa-la-goutte-de-trop/>.
- Jocegaly. (2014). Pourquoi Kadhafi a-t-il été assassiné? <https://blogs.mediapart.fr/jocegaly/blog/140614/pourquoi-kadhafi-t-il-ete-assassine>.
- Licourt, J. (2019). Kemi Séba sulfureux conseiller du gouvernement italien. Le Figaro. 4 février. <http://www.lefigaro.fr/international/2019/02/04/01003-20190204ARTFIG00093-kemi-seba-sulfureux-conseiller-du-gouvernement-italien.php>.
- Meta TV. (2017). Fin du franc CFA pour 2020 selon la CEDEAO mais projet de monnaie unique: Victoire, piège, serpent de mer? <https://meta.tv/fin-franc-cfa-2020-selon-cedeao-piege/>.
- Petteng, E. (2016). Histoire du Franc des Colonies Françaises d'Afrique. <http://www.nofi.media/2016/12/histoire-franc-colonies-francaises-dafrique/33896>
- Tété, G. (2017). Le franc CFA et l'assassinat de Sylvanus Olympio. <https://cvu-togo-diaspora.org/2017/01/19/le-franc-cfa-et-lassassinat-de-sylvanus-olympio/11504>.
- Viallet, L. (2018). Le franc CFA, une discorde africaine: Seule une minorité de dirigeants africains prétend en sortir. <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle-179321-lefranc-cfa-une-discorde-africaine-seule-une-minorite-de-dirigeants-africains-pretend-en-sortir-2154303.php>.

Hervé Akinocho est le directeur de Center for Research and Opinion Polls CROP, partenaire national d'Afrobaromètre au Togo. Email: herve.akincho@crop-africa.org.

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) au Bénin, et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à l'Université de Nairobi au Kenya. L'Université Etatique de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Le Round 7 d'Afrobaromètre a reçu le soutien financier de l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), de la Fondation Mo Ibrahim, des Fondations Open Society, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William et Flora Hewlett, du Département d'Etat des États-Unis, de l'Agence américain pour le développement international (USAID) via l'Institut américain de la paix (USIP), du National Endowment for Democracy, et de Transparency International.

Les donations aident Afrobaromètre à donner la parole aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contactez Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) pour discuter d'un financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



Dépêche No. 276, Afrobaromètre | 7 février 2019